

# NON AU CONFORT INTELLECTUEL...

*Dans le dernier bulletin nous faisons allusion à l'autosatisfaction qui sévit dans les sphères officielles de la confédération. C'était à propos du référendum sur l'Europe. La même attitude de confort intellectuel se retrouve sur d'autres questions et pas seulement dans les couloirs de l'avenue du Maine.*

## **DES HOMMES ET DES STRUCTURES:**

Un jour il faudra offrir à bon nombre de camarades majoritaires un dictionnaire des idées reçues pour leur permettre, peut-être, de ne pas tomber dans tous les panneaux qu'ils semblent ne pas savoir éviter.

Il y a le "bon sens" (voir plus loin), il y a aussi la bonne phrase sécurisante: "*Je fais confiance aux hommes plutôt qu'aux structures*". Il n'est pas nécessaire d'avoir étudié la sociologie à Nanterre pour bondir en trouvant une telle phrase sous la plume ou dans la bouche d'un militant ouvrier.

On savait déjà, bien avant Marcuse et Reich, que les structures sociales se sont élaborées au cours du temps, que les hommes en sont en partie prisonniers et qu'elles sont en partie modifiables. Les divergences entre nous portent en fait sur la détermination de chaque partie.

Nous sommes plutôt désolés d'en revenir souvent au b-a-ba, mais puisqu'il le faut: en même temps qu'une société, c'est-à-dire une structure, s'élabore une idéologie dominante (le fameux consensus). Aussi, "*faire confiance aux hommes plutôt qu'aux structures*" cela revient à refuser de toucher à la structure en place (ainsi qu'à l'idéologie qui la sous-tend, car on ne peut s'attaquer à l'une sans s'attaquer à l'autre), donc à s'installer dans le système d'exploitation.

Bravo! Etes-vous sûrs que cela soit encore du syndicalisme réformiste?

Nous nous foutons d'avoir un bourreau sympathique qui nous coupe la tête sans nous faire souffrir. Nous ne voulons pas qu'on nous coupe la tête.

Nous nous foutons d'avoir de "gentils" patrons qui nous exploitent en douceur. Nous ne voulons pas être exploités.

Il faut donc changer les structures sociales. Et ce changement ne peut être fait que par les hommes. Les deux sont indissociables. Nous ne prétendons pas que ce soit simple. Justement nous refusons les simplifications démagogiques. Mais nous sommes bien obligés d'observer que ces simplifications démagogiques nous les trouvons sous des plumes confédérales.

## **DU "BON SENS":**

On a l'occasion d'entendre et de lire, plus souvent depuis quelque temps, que les travailleurs posséderaient (en propre? est-ce une caractéristique de classe?) un certain "bon sens" qui leur éviterait lors de circonstances graves de commettre des erreurs grossières.

Le sens critique nous pousse à nous demander de quoi il s'agit car, là comme partout, nous faisons l'impossible pour ne pas nous débarrasser du doute rationnel, cet efficace empêcheur de tourner en rond.

Dans son vocabulaire de la philosophie Lalande donne trois significations à cette expression dont une

tombée en désuétude (celle de Descartes) et une faible (*“état normal et sain de l’intelligence et du jugement, par opposition à la folie, à la colère, aux passions violentes qui troublent l’esprit”*), Nous espérons n’être pas accusés de solliciter les textes en nous en tenant à la signification classique:

*“Capacité de bien juger, avec sang-froid et mesure, dans les questions concrètes qui ne sont pas susceptibles d’être résolues par un raisonnement rigoureux”.*

Soit. Ne discutons pas la définition. Acceptons le concept de *“bon sens”* avec cette signification et essayons de voir comment cela peut se passer concrètement. En tenant compte de la situation réelle des travailleurs dont une des principales caractéristique est l’aliénation.

Notre manière de vivre, de penser, nos réflexes (ce que d’autres nomment *“bon sens”* parce que ça flatte) sont littéralement empoisonnés par l’idéologie qui soustend le système d’exploitation dans lequel nous subsistons. Donc dans les questions concrètes qui ne sont pas susceptibles d’être résolues par un raisonnement rigoureux, si nous nous laissons aller au *“bon sens”* nous jugerons, donc nous agirons, dans le sens favorable à l’idéologie dominante, donc à la classe dominante; c’est-à-dire dans le sens contraire aux intérêts des travailleurs, donc de nos propres intérêts. Faut lz faire: ça porte un nom: c’est du masochisme.

C’est pourquoi les patrons font appel au *“bon sens”* pour lutter contre la conscience de classe et malheureusement ça n’est pas toujours inefficace.

Le bon sens est le refuge de l’obscurantisme. Ce n’est pas une arme de syndicaliste, mais au contraire une arme contre l’émancipation des travailleurs.

### **DES BAS SALAIRES:**

Les deux points évoqués ci-dessus illustrent fort bien la *“condition”* réformiste: par crainte qu’une franche remise en cause du consensus, de l’idéologie dominante, serve de tremplin au parti communiste (envers lequel on fait un complexe d’infériorité) on pratique la politique de l’autruche au niveau de l’idéologie et on glisse, bon gré mal gré, de plus en plus à droite, on s’installe dans le système qui ne demande que ça.

Voyons maintenant un troisième cas flagrant de confort intellectuel: l’attitude devant la hiérarchie des salaires.

Il est difficile qu’une organisation syndicale ne se préoccupe pas du sort des centaines de milliers de travailleurs, en activité ou en retraite, qui subsistent avec des revenus misérables. Il y a la manière.

Pour n’effaroucher personne (et ne pas s’attaquer au consensus, là encore) on demande donc “un relèvement prioritaire des bas salaires. Concrètement cela signifie qu’on va pratiquer une coupure plus ou moins nette dans la hiérarchie, qu’en dessous de cette coupure on va écraser l’éventail des salaires et qu’au-dessus on ne va pas y toucher. Et cela bien entendu au nom de sacro-saintes raisons *“humanitaires”* qui ne choqueront presque personne (sauf Malterre et les autres fossiles de la CGC). C’est tellement dommageable au système que même les patrons commencent à approuver (ils sont dans la partie à laquelle on ne touche pas).

Et quand on fait semblant de s’interroger sur le principe de la hiérarchie on invoque une prétendue hiérarchie des valeurs pouvant conduire à une hiérarchie des salaires qui serait “juste”, alors que celle que nous subissons actuellement est évidemment *“injuste”*.

Or la hiérarchie des salaires est liée à la hiérarchie sociale (sans être à 100% la corrélation est très forte) qui est elle-même une composante des systèmes d’exploitation de l’homme par l’homme. Il ne peut y avoir une *“injuste”* hiérarchie dans un système d’exploitation. Et nous attendrons encore longtemps qu’on nous propose des arguments solidement fondés montrant la nécessité d’une *“juste”* hiérarchie dans un système qui ne serait pas d’exploitation.

-----

Nous avons choisi cette fois-ci trois exemples typique, mais nous aurons souvent l’occasion de revenir sur ce confort intellectuel, trait caractéristique de l’idéologie confédérale.

# DANS NOTRE COURRIER

## Prise de conscience:

Les structures économiques de la société capitaliste dans laquelle nous travaillons comme salariés sont construites de telle façon que nous assistons sans recours aux situations suivantes:

- Une entreprise, un patron, décide, arbitrairement de fermer son affaire et licencie, son personnel,
- Les raisons invoquées peuvent être multiples: dilapidation du patrimoine, grève du personnel, désir de retirer son capital et de vivre tranquille.
- Le capitaliste après sa prise de décision continuera à jouir paisiblement et confortablement de ses revenus.
- Les travailleurs brusquement jetés à la rue, sans recours, souvent après de longues années de labeur, ayant largement contribué à la constitution et à la prospérité du capital sont désarmés et ne recueillent aucun des fruits de cette association capital-travail.
- Pour certains de ces salariés et selon leurs âges cela constitue un véritable assassinat économique et social.
- L'obscurantisme et la puissance oligarchique de l'époque féodale tenaient le peuple dans un pareil asservissement, le fait du prince.
- Au XXème siècle, dans une Société dite Nouvelle, de consommation, de progrès techniques et scientifiques, industrielle et mécanisée) régie par le profit, dans laquelle des mercantis de tout acabit évoluent et entretiennent jalousement leurs privilèges, il n'est plus tolérable de laisser subsister de telles pratiques.
- La part de l'effort des travailleurs de l'entreprise doit être prise en considération, le patronat ne doit plus avoir le pouvoir de fermer les portes sans donner des comptes.
- La vocation du syndicalisme est de faire prendre conscience à tous les travailleurs de la nécessité urgente de lancer une campagne dont l'objectif serait d'obtenir par les moyens qui lui sont propres, une réforme des pratiques et des lois.

**Commentaire:** Nous publions cette lettre, bien qu'elle soit très en deça de nos positions, parce que nous savons qu'elle est un cri de révolte devant une situation concrète fréquente et à la merci de laquelle sont tous les travailleurs.

Dans le prochain bulletin nous dirons à notre camarade pourquoi nous sommes convaincus que la révolte n'est qu'un pas vers la prise de conscience. Un pas nécessaire, mais non suffisant.

-----

## CORRESPONDANCE:

Jo SALAMERO 16 rue du Languedoc Cité Léon Weber 33700 MERIGNAC

Marc PREVOTEL B.P.15 50440 BEAUMONT-HAGUE

Abonnement: 10Fr. les 6 numéros.  
Soutien: 20Fr.

Marc PREVOTEL C.C.P, ROUEN 1753 41 N

-----